

AfWA



PROVIDING PROFESSIONAL LEADERSHIP IN WATER, SANITATION & ENVIRONMENT



- 21e Congrès de l'AAE et 7e Conférence de FSMA :
La Côte d'Ivoire présentera aux yeux du monde sa capacité à jouer son rôle dans la dynamique de l'accès de tous à l'eau
- 21st AfWA Congress and 7th FSMA Conference:
Côte d'Ivoire will present to the world its capacity to play its role in the dynamics of access to water for all



Bluetooth Prepaid Smart Water Meter

Bluetooth Com., Cost-effective Solution, End-user Friendly



**Bluetooth
Communication
Integrated**



**STS Prepaid Working
Mode, complies with
STS Protocol**



**Laison Designed
App for Self-help
Service**



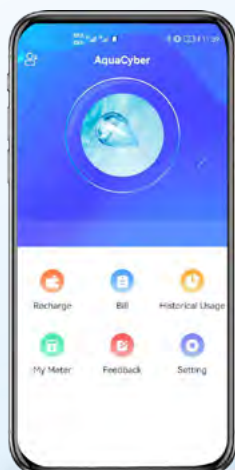
**Remote Meter Data
collection and Data
Upload**



**Ultra-low Power
Consumption with
long battery
lifespan**



**High IP-level
(IP68) for Harsh
Environment**



AquaCyber for All Operations

**Integrated with Third-
party Payment Platforms**

Makes payment convenient

**Diversified
Functions**

**Self-help water purchase, automatic
token recharge and easy data query**

**Simple Operation and
User-friendly Layout**

Better experience for end-users

AfWA News

Magazine quadrimestriel de l'Association
Africaine de l'Eau (AAE)
African Water Association's (AfWA) quarterly
Magazine

Siège social / Head office : Riviera Palmeraie,
Rond-point de la Renaissance, Immeuble
de la SODECI ; 2e étage

25 BP 1174 ABIDJAN 25

Tél. (225) 27 22 49 96 11 / (225) 27 22 49 96 18
Fax (225) 27 22 49 23 30

🌐 : www.afwa-hq.org
✉ : contact@afwa-hq.org
📘 : African-Water-Association
📱 : @AfWA_AAE

COMITE EDITORIAL / EDITORIAL MANAGEMENT
• Directeur de la Publication / Editorship :
Mr. Silver MUGISHA

• Rédacteur en Chef / Senior Editor :
Stéphanie NZICKONAN

Correcteurs/Reviewers
• Mr. Sylvain USHER,
Directeur Exécutif / Executive Director

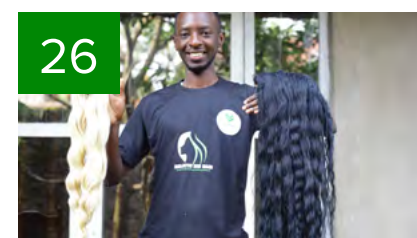
• Dr. Siméon KENFACK,
Directeur des Programmes /
Director of Programs

• Olivier GNANKPA,
Directeur Administration, Finances
et Stratégie / Administration, Finance and
Strategy Director

Traducteur / Translator
• Aimé DIGBEU



20



26



32

Editorial

- L'eau et l'assainissement doivent être intégrés dans la planification nationale p.4
- Water and sanitation must be included into national development planning" p.5

Message du Président de l'AAE

- L'eau et l'assainissement doivent être intégrés dans la planification nationale p.4
- Water and sanitation must be included into national development planning" p.5

L'événement / Event

21e Congrès de International de l'AAE et 7e Conférence de FSMA 21st AfWA International Congress & 7th FSMA Conference

- Plus de 3.000 délégués attendus à Abidjan p.8
- More than 3,000 participants expected in Abidjan p.9
- une longue liste d'attente de sociétés qui souhaitent participer à l'Exposition" p.10
- A waiting list of companies who wish to participate in the exhibition p.11
- Jennifer Williams : 'pas d'eau propre sans assainissement géré toute sécurité" p.12
- Jennifer Williams: "No clean water without safely managed sanitation" p.12

Entretien / Interview

- Une synergie d'actions permettra de relever les défis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. p.14, 16
- A synergy of actions will enable us to meet the challenges in the water and sanitation sector p.15, 17

Dossier

- Le renforcement des capacités à tous les niveaux favorise les progrès et le maintien des services p.20, 22, 24
- Capacity building at all levels fosters development and maintenance of services p.21, 23

Innovation

- Serges Bashonga, ce jeune professionnel de l'AAE qui crée des extensions de cheveux avec des fibres de bananiers p.26, 27
- This AfWA young professional who makes hair extensions with banana tree fibres p.27-28

Portrait

- Talla'a Christine Flore : " Ma contribution à l'assainissement du Cameroun et à la construction de l'Afrique. " p.30
- Talla'a Christine flore : "My contribution to the sanitation of Cameroon and the construction of Africa." p.31

Actualités News

“Il faudrait une autosuffisance en Eau Potable et une sécurité sanitaire en Afrique”



*Monsieur Bouaké Fofana
Ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
République de Côte d'Ivoire*

La Côte d'Ivoire s'honore d'accueillir, du 19 au 23 Février 2023, le 21ème Congrès International et Exposition de l'AAE, et de la 7ème Conférence Internationale sur la Gestion des Boues de Vidange. Je voudrais au nom du Président de la République SEM Alassane Ouattara, des membres du Gouvernement du Premier Ministre, Patrick ACHI et de l'ensemble des populations vivant en Côte d'Ivoire, souhaiter aux différentes délégations, aux experts et à tous les participants venus participer à ces assises, “Akwaba ” ou la bienvenue, à travers ce “Afwa News 135è Spécial Congrès”.

Je voudrais d'ores et déjà espérer que ces assises, placées sous le thème expressif « Agir pour une gestion durable des ressources et un accès pour tous à l'Eau et à l'Assainissement », atteignent leurs objectifs, et que le rendez-vous d'Abidjan, après celui de Kampala (Ouganda) en 2020, s'inscrive en lettres d'or dans la recherche des solutions innovantes pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous en Afrique.

La situation de l'eau et de l'Assainissement en Afrique est, en

effet, au cœur des préoccupations des Gouvernants africains. Dans certains pays d'Afrique, comme dans d'autres régions, la situation ne s'améliore pas, elle s'aggrave parfois.

La pression sur la ressource augmente et nous assistons depuis ces dernières années, à de graves crises. L'autosuffisance en Eau Potable et la sécurité sanitaire est l'un de nos défis majeurs à relever. Certains pays comme le nôtre ont fait des efforts importants et ont progressé de manière significative. Le thème de cette grande rencontre internationale s'offre comme une piste de réponse à ces préoccupations et une interpellation lancinante de tous les décideurs.

Les situations de crise, les catastrophes naturelles, les conflits en Afrique exigent que la Communauté Internationale et particulièrement les experts Africains se retrouvent afin d'évaluer la nature des secours et des entraides pour l'amélioration du bien-être des populations africaines.

De plus en plus, il est question de gestion intégrée des ressources en eau. Nous nous inscrivons dans cette vision ; c'est pourquoi, je pense qu'il est nécessaire de pousser la réflexion

sur le sujet.

En Côte d'Ivoire, plusieurs actions sont entreprises, pour mobiliser des ressources en vue du développement des secteurs de l'Eau et de l'Assainissement. En outre des réflexions sont justement menées pour mettre en œuvre une meilleure gouvernance de l'Eau et de l'Assainissement. Une meilleure gestion des ressources et des moyens nous permettront ainsi de répondre aux engagements de l'objectif 6 des ODD : « Garantir l'accès de tous à l'Eau, à l'Assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Nous savons que l'Afrique attend des réponses concrètes ; notamment, comment atteindre cet objectif ambitieux de l'ODD6 qui est la raison d'être de ce 21ème Congrès International et Exposition de l'AAE et de la 7ème Conférence de l'Alliance pour la Gestion des boues de vidange.

Bienvenue et Bons travaux à toutes et à tous !

“There should be self-sufficiency in drinking water and health safety in Africa”

Mr. Bouaké Fofana
Minister of Water Resources, Sanitation and Hygiene
Republic of Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire is honoured to host the 21st International AfWA Congress and Exhibition, and the 7th International Conference on Sludge Management from 19 to 23 February 2023. On behalf of the President of the Republic, H.E. Alassane Ouattara, the members of the Government, the Prime Minister, Patrick ACHI, and all the people living in Côte d'Ivoire, I would like to wish the various delegations, Experts and all the participants who have come to take part in these meetings, «Akwaba» or Welcome, through this «AfWA News 135th Special Congress».

I would like to express my hope that these meetings, placed under the critical theme «Acting for a Sustainable Management of Resources and Access to Water and Sanitation for All», will achieve their objectives, and that the Abidjan meeting, coming after the one held in Kampala (Uganda) in 2020, will be a milestone in the search for innovative solutions for access to drinking water and sanitation for all in Africa.

The water and sanitation situation in Africa is indeed at the heart of the concerns of African governments. In some African countries, as in other regions, the situation is not improving, but sometimes worsening.

The pressure on the resource is increasing and we have seen serious crises in recent years. Self-sufficiency in drinking water and health safety is one of our major challenges. Some countries like ours have made significant efforts and progress. The theme of this major international meeting is a response to these concerns and a pressing challenge for all decision-makers.

Crisis situations, natural disasters and conflicts in Africa require that the international community, and particularly African Experts, come together to assess the nature of relief and assistance for the improvement of the well-being of African populations.

Increasingly, there is talk of integrated water resource management. We are

part of this vision, which is why I think it is necessary to think about it further.

In Côte d'Ivoire, several actions are being undertaken to mobilise resources for the development of the water and sanitation sectors. Furthermore, brainstorming is on-going to implement better governance of water and sanitation. Improved management of resources and means will enable us to meet the commitments of Goal 6 of the MDGs: «Ensure access to water and sanitation for all and ensure sustainable management of water resources».

We know that Africa is waiting for concrete answers; in particular, how to achieve the ambitious goal of MDG 6 which is the reason for this 21st AfWA International Congress and Exhibition and the 7th Conference of the Alliance for Sludge Management.

Welcome and fruitful deliberations to all!



*Dr. Ing. Sylver MUGISHA
Président de l'AAE*

“L'eau et l'assainissement doivent être intégrés dans la planification nationale”

Chers amis de l'eau et de l'assainissement,

Bienvenue au 21ème Congrès de l'Association Africaine de l'eau et à la 7ème conférence sur la gestion des boues de vidange.

Nous avons quitté familles et amis, travail et loisirs, pour voler au secours de l'Afrique. L'Afrique qui a soif, l'Afrique qui a besoin d'être davantage assainie. Pendant 4 jours, nous allons discuter de l'eau et de l'assainissement de l'Afrique. Nous allons aussi partager nos expériences, les bonnes et les moins bonnes. Nous allons apprendre de nos erreurs et nous améliorer avec les succès des autres. Nous allons évaluer nos progrès.

La crise de COVID de laquelle le monde entier est quasiment sorti, avec beaucoup de séquelles, a accentué notre conviction que l'eau est indispensable à la vie. Elle soutient nos écosystèmes et régule le climat. Agriculture, alimentation, énergie, transports : l'eau est au cœur de notre existence. La crise a également souligné la nécessité d'investir dans des installations de traitement des eaux usées et un assainissement adéquat.

Le manque d'eau et l'eau sale sont les principales causes de mortalité dans le monde, devant les guerres et le sida. Les eaux usées et les déchets ménagers rejetés dans la nature, la défécation à l'air libre, l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture... causent des pollutions chaque jour plus dangereuses pour la santé. Avec

l'accroissement démographique et la concentration urbaine, ces impacts sanitaires vont s'accroître. Notre dépendance à l'eau, souligne l'importance de la conserver. Il s'agit non seulement de réduire le gaspillage, mais aussi d'empêcher la dégradation des rivières, des lacs et des mers.

Les chiffres fournis par les Nations unies sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont consternants par leur ampleur : En 2020, Sur le continent, 418 millions de personnes manquent encore d'un service d'eau potable de base, 779 millions manquent de services d'assainissement de base (dont 208 millions qui pratiquent encore la défécation à l'air libre).

Ces constats sont accablants, mais il faut aussi reconnaître les progrès accomplis par les pays. En Afrique notamment, entre 2000 et 2020, la population est passée de 800 millions à 1,3 milliard de personnes, et environ 500 millions de personnes ont eu accès à l'eau potable de base, et 290 millions à des services d'assainissement de base. Mais l'Afrique doit accélérer considérablement les progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Si la coopération au niveau international est importante, il incombe principalement aux gouvernements de répondre aux besoins de leurs citoyens en matière d'eau et d'assainissement. c'est pourquoi des rencontres comme ce congrès, doivent devenir des occasions pour renforcer le plaidoyer, afin que l'eau et l'assainissement soient intégrés dans la planification nationale du développement, ainsi que dans les processus budgétaires et inclure une gestion responsable et

durable de l'eau, le traitement des eaux usées, la promotion de l'éducation et le renforcement de la prise de conscience.

En 2020 nous étions à Kampala pour explorer de nouvelles voies afin d'accélérer l'accès pour tous à l'eau et aux services d'assainissement.

Aujourd'hui nous sommes à Abidjan pour "Agir pour une gestion durable des ressources et un accès pour tous à l'eau et à l'assainissement". Tel est le thème de notre 21ème Congrès. Un thème évocateur quand on sait en mars 2022, l'UNICEF déclarait lors du forum de Dakar "Si les tendances de progrès actuelles se poursuivent, très peu d'États membres de l'Union africaine pourraient parvenir à un accès universel à une eau potable et à un assainissement gérés en toute sécurité ou à des services d'hygiène de base d'ici 2030"

C'est pourquoi il nous faut Agir : agir pour réduire, remplacer, réutiliser, recycler, avec bien sûr des moyens humains, financiers et techniques.

Experts, décideurs politiques, gouvernements, développeurs de projets, investisseurs, institutions financières internationales, fabricants de technologies... réunis ici à Abidjan dans le cadre de ce 21ème Congrès de l'AAE et la 7ème conférence sur la gestion des boues de vidange, la balle est dans notre camp.

A tous et toutes, je souhaite un bon Congrès.

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable



Station de Traitement des Eaux de Bouregreg - Rabat



Parc Eolien de Tanger

*Acteur de référence
pour le développement durable au Maroc*



Centrale Thermo Solaire d'Ain Béni Mathar



Station d'épuration des Eaux Usées - Grand Nador

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc
Tel.: +212 5 37 75 96 00 - Fax : +212 5 37 75 91 06
E-mail : communication@onee.ma



Société de Transformation
Industrielle en Côte d'Ivoire



1^{er} FABRICANT DE TUBE PVC, PEHD & RACCORDS

01 BP 178 Abidjan 01

Tél. : (225) 27 21 36 13 76 - Fax : (225) 27 21 36 25 42 / 27 21 36 06 20

E-mail : info@sotici.com - www.sotici.com

MESSAGE FROM AfWA PRESIDENT

“ Water and sanitation must be included into national development planning “



Dr. Ing. Sylver MUGISHA
President of AfWA

Dear friends of water and sanitation, Welcome to the 21st Congress of the African Water Association and the 7th Conference on Faecal Sludge Management.

We left family and friends, work and leisure, to fly to the rescue of Africa. Africa that is thirsty, Africa that needs more sanitation. For 4 days, we will discuss water and sanitation in Africa. We will also share our experiences, the good and the not so good. We will learn from our mistakes and improve with the successes of others. We will evaluate our progress.

The COVID crisis, from which the whole world has almost emerged, with many sequels, has accentuated our conviction that water is essential to life. Water sustains our ecosystems and regulates the climate. Agriculture, food, energy, transport: water is at the heart of our existence. The crisis has also highlighted the need to invest in wastewater treatment facilities and adequate sanitation.

Lack of water and dirty water are the leading causes of death in the world, ahead of wars and AIDS. Sewage and household waste discharged into nature, open defecation, the use of chemicals in agriculture... cause pollution that is increasingly dangerous to health. With population growth and urban concentration, these health impacts

will increase. Our dependence on water underlines the importance of preserving it. The important thing is not only to reduce waste, but also to prevent the degradation of rivers, lakes and seas.

The figures provided by the United Nations on access to drinking water and sanitation are appalling in their magnitude: In 2020, 418 million individuals on the continent still lacked basic drinking water services, 779 million lacked basic sanitation services (including 208 million who still practiced open defecation).

While these findings are overwhelming, we must also recognize the progress made by countries. In Africa in particular, between 2000 and 2020, the population grew from 800 million to 1.3 billion, and about 500 million individuals gained access to basic drinking water and 290 million to basic sanitation. But Africa needs to dramatically accelerate progress on water, sanitation and hygiene.

While cooperation at the international level is important, the primary responsibility for meeting the water and sanitation needs of their citizens lies with governments. This is why meetings such as this congress must become opportunities to strengthen advocacy for water and sanitation to be included into national development planning and budgeting processes and to include

responsible and sustainable water management, wastewater treatment, promotion of education and awareness raising.

In 2020 we were in Kampala to explore new ways to accelerate access to water and sanitation services for all. Today we are in Abidjan to «Act for sustainable resource management and access to water and sanitation for all». This is the theme of our 21st Congress. An evocative theme when we know that in March 2022, UNICEF declared at the Dakar forum that «If current progress trends continue, very few African Union Member States will be able to achieve universal access to safe drinking water and sanitation or basic hygiene services by 2030».

This is why we must act: act to reduce, replace, reuse, recycle, with of course human, financial and technical means.

Experts, policy makers, governments, project developers, investors, international financial institutions, technology manufacturers... gathered here in Abidjan for the 21st AfWA Congress and the 7th Conference on Faecal Sludge Management, the ball is in our court.

I wish you all a successful Congress.

21e CONGRES INTERNATIONAL DE L'AAE ET FSM7

La Côte d'Ivoire présentera aux yeux du monde sa capacité à jouer son rôle dans la dynamique de l'accès de tous l'eau

Les Congrès de l'Association Africaine de l'Eau ont acquis une portée bien au-delà de l'Afrique, et sont aujourd'hui des événements incontournables, qui attirent de plus en plus de professionnels du secteur. Ils réunissent en un seul et même lieu, l'ensemble des membres de l'AAE, ainsi que les organismes internationaux, les experts, les décideurs politiques et les partenaires techniques et financiers, pour faire l'état des lieux des progrès réalisés en matière d'accès à l'eau et aux services d'assainissement, et partager les expériences.

Il est de coutume que, 12 mois avant la tenue d'un congrès, une cérémonie de lancement est organisée dans le pays hôte, pour informer l'opinion publique et solliciter l'implication des autorités locales pour la réussite de l'événement. Pour cette 21ème édition du Congrès, l'AAE n'a pas failli à la tradition, d'autant plus que le congrès est organisé en même temps que la 7ème Conférence sur la gestion des boues de vidange, de FSMA (Alliance pour la Gestion des boues de vidange).

Ainsi, la cérémonie de lancement de ce double événement a eu lieu le jeudi 29 septembre 2022 au Sofitel Hôtel Ivoire Abidjan, en présence du ministre Ivoirien de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité, Bouaké Fofana, de la Directrice exécutive de FSMA et de nombreux partenaires.

A cette occasion, Le Directeur



Exécutif de l'AAE, Sylvain Usher a exprimé sa sincère gratitude à M. Ahmadou Bakayoko, Directeur Général de la SODECI, de s'être porté candidat pour l'organisation du Congrès. Il a félicité le ministre Bouaké Fofana pour toutes les actions entreprises en faveur de l'amélioration de l'accès des populations à l'eau et aux services d'assainissement. Il a appelé les participants à œuvrer afin de laisser aux générations futures, un héritage sain.

M. Ahmadou Bakayoko, Directeur Général de la SODECI et Président du Congrès, a pour sa part, invité les professionnels de l'eau et de l'assainissement à ne pas manquer «ce grand rendez-vous d'une Afrique résiliente, qui se réinvente et

qui sait trouver des solutions adaptées à ses problématiques spécifiques». Il s'est engagé, à faire de l'événement un succès éclatant.

Intervenant en qualité de président de la cérémonie, le ministre Bouaké Fofana a exprimé sa conviction que la Côte d'Ivoire présentera aux yeux du monde sa capacité à jouer son rôle dans la dynamique de l'accès de tous l'eau ; toute chose qui contribuera à son repositionnement sur l'échiquier mondial.

Notez que le thème de ce congrès est : « Agir pour une gestion durable des ressources, et un accès pour tous à l'eau et à l'assainissement en Afrique. » 3000 personnes sont attendues à Abidjan.

21st AfWA INTERNATIONAL CONGRESS & FSM7 Côte d'Ivoire will present to the world its capacity to play its role in the dynamics of access to water for all



The Congresses of the African Water Association have acquired a scope well beyond Africa and are today unmissable events, which attract an increasing number of professionals of the sector. They bring together in one place all the members of AfWA as well as international organizations, experts, policy makers and technical and financial partners, to take stock of the progress made in the access to water and sanitation services and to share experiences. It is customary that, 12 months before a congress is held, a launching ceremony is organized in the host country to inform public opinion and solicit the involvement of local authorities for the success of the event.

For this 21st edition of the Congress, AfWA continued that tradition, especially since the Congress is organized at the same

time as the 7th Conference on the management of fecal sludge of FSMA (Faecal Sludge Management Alliance).

Thus, the launching ceremony of this double event took place on Thursday, September 29, 2022 at the Sofitel Hotel Ivoire Abidjan in the presence of the Ivorian Minister of Water, Sanitation and Hygiene, Bouaké Fofana, the Executive Director of FSMA and many partners.

On this occasion, the Executive Director of AfWA, Sylvain Usher, expressed his sincere gratitude to Mr. Ahmadou Bakayoko, Managing Director of SODECI, for having volunteered to organize the Congress. He congratulated the Minister Bouaké Fofana for all the actions undertaken to improve the access of the populations to water and sanitation services. He called on participants to work to

leave a healthy legacy for future generations.

Mr. Ahmadou Bakayoko, Managing Director of SODECI and President of the Congress, invited water and sanitation professionals not to miss «this great meeting of a resilient Africa, which reinvents itself and knows how to find solutions to its specific problems».

Speaking as chairman of the ceremony, Minister Bouaké Fofana expressed his conviction that Côte d'Ivoire will show the world its ability to play its role in the dynamics of access to water for all; all things that will contribute to its repositioning on the world stage. It should be noted that the theme of this Congress is: «Acting for a sustainable management of resources, and access for all to water and sanitation in Africa.» 3,000 people are expected in Abidjan.

21e CONGRES INTERNATIONAL DE L'AAE ET FSM7

Julien Viansson : "C'est la 1e fois que nous avons une liste d'attente de sociétés qui souhaitent participer à l'Exposition"



Julien Viansson, DG de NGC

Les congrès de l'AAE sont couplés d'une exposition internationale au cours de laquelle les industriels du secteur viennent présenter leur dernière innovations. NGC est le prestataire qui organise avec brio les expositions Internationales lors des congrès de l'AAE. A l'occasion de cette 21ème exposition du Congrès de l'AAE, Julien Viansson, Directeur Général de NGC s'est ouvert à la rédaction de Afwa News.

Que nous réserve l'exposition du congrès d'Abidjan ?

Il faudra venir pour le voir ! (rires)
Plus sérieusement, cette édition qui associe pour la première fois, un Congrès de l'AAE avec celui de FSMAlliance, s'annonce comme une édition de tous les records. Un an après le Forum Mondial de l'Eau de Dakar, il confirme les progrès et les engagements de tous les acteurs internationaux dans le développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous sur le continent africain. Des

acteurs majeurs et historiques vont aussi célébrer leur moitié de siècle. La meilleure illustration de l'engouement suscité se résume ainsi : c'est la première fois que nous avons une liste d'attente de sociétés qui souhaitent participer alors que toute l'exposition est absolument complète.

Quel est votre regard sur l'évolution des expositions de l'AAE

Cette exposition comme le Congrès lui-même est en constante évolution. Concernant le nombre de participants et la surface, les différentes destinations peuvent impacter et nous ne mesurons pas une évolution claire. En moyenne, une exposition accueille 100 à 130 exposants sur 900 à 1400 m² de surface de stands. En cela, cette 21e édition est d'ores et déjà un record puisque l'on est à plus de 1800 m² pour près de 150 exposants.

Notre expérience et celle des comités locaux d'organisation qui se succèdent, s'accroît d'édition en édition. Nous avons donc pu faire progresser l'organisation et les process de réalisation de l'exposition. Si la satisfaction finale d'un exposant repose en premier lieu sur la qualité des contacts établis, nous avons le plaisir d'observer que le « noyau dur » des exposants les plus assidus et qui reviennent à chaque édition, s'agrandit de plus en plus.

Nous pouvons aussi observer une certaine « internationalisation » de l'exposition. Avec sur les premières éditions, une majorité d'exposants européens. Aujourd'hui, les acteurs africains sont les plus présents, et de plus en plus de pays de tous les continents participent. Le seul continent encore absent est l'Amérique du Sud. Mais clairement, cette exposition est aujourd'hui d'un standard international de

premier plan.

Quels sont les principaux défis auxquels vous êtes confrontés dans l'organisation de ces expositions ?

Ils sont multiples ! Et peuvent varier selon les destinations où se tient le Congrès.

Nous avons une bonne expérience de l'international en général, ainsi que de la réalisation de salons ou pavillons sur le continent africain. Cela nous permet de nous appuyer sur un réseau de partenaires éprouvés et expérimentés. Les difficultés administratives et douanières sont en général surmontées avec l'appui du comité local d'organisation. Techniquement, l'un des plus grands défis est souvent de devoir nous adapter à des lieux qui n'ont parfois pas l'expérience pour accueillir des événements de cette ampleur. Là encore, notre expérience et celle de nos partenaires nous permet d'apporter tous les éléments nécessaires pour assurer le standing de l'événement quel que soit le site : tentes climatisées, alimentation électrique, répartition du matériel expédié depuis l'Europe la terre entière et celui de nos partenaires, etc...

Enfin, notre plus grand défi est de concrétiser d'édition en édition, un véritable salon de standing international, et sur lequel les participants renouvellent par leur fidélité, la confiance qu'ils ont en l'AAE, et en NGC !!



21st AfWA INTERNATIONAL CONGRESS & FSM7

Julien Viansson: This is the 1st time that we have a waiting list of companies who wish to participate in the exhibition

AfWA's Congresses are combined with an International Exhibition during which industrialists in the sector come to present their last innovations. NGC is the service provider that brilliantly organizes the International Exhibitions during AfWA Congresses. On the occasion of this 21st Exhibition of the AfWA Congress, Julien Viansson, NGC's General Manager, spoke to AfWA News.

What does the Abidjan Congress Exhibition have to offer?

Come and see it! (laughs)

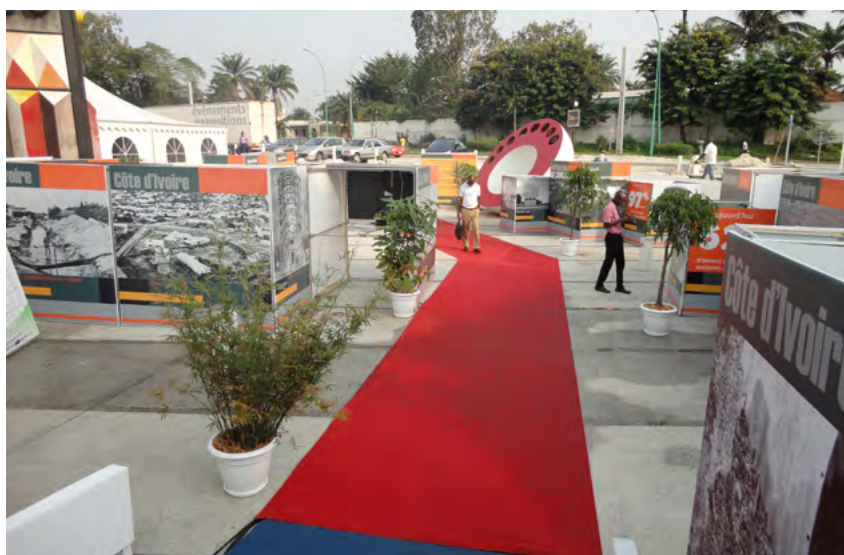
More seriously, this edition which associates for the first time, an AfWA Congress with that of FSMAlliance, promises to be an edition of all records. One year after the World Water Forum in Dakar, it confirms the progress and commitments of all international actors to the development of access to drinking water and sanitation for all on the African continent. Major and historical actors will also celebrate their half century.

The best illustration of the enthusiasm generated can be summarized as follows: this is the first time that we have a waiting list of companies wishing to participate while the entire Exhibition is completely full.

What is your view on the evolution of AfWA's Exhibitions?

This Exhibition, like the Congress itself, is in constant evolution.

With regard to the number of participants and the surface area, the various destinations can have an impact and we do not see a clear evolution. On average, an exhibition hosts 100 to 130 exhibitors on 900 to 1,400 m² of stand space. In this respect, this 21st edition is already a record since we are at more than 1,800 m² for nearly 150 exhibitors. Our experience and that of the local organizing committees that succeed one another increase from edition to edition. We have therefore been able to improve the organization and the processes of realization of the exhibition. If the final satisfaction of an exhibitor



is based primarily on the quality of the contacts established, we are pleased to observe that the «hard core» of the most assiduous exhibitors who return to each edition, is increasingly growing.

We can also observe a certain «internationalization» of the Exhibition. In the first editions, the majority of exhibitors were European. Today, African actors are the most present, and an increasing number of countries from all continents participate. The only continent still absent is South America. But clearly, this Exhibition is now of a high international standard.

What are the main challenges you face in organizing these Exhibitions?

They are many! And they can vary according to the destinations where the Congress is held.

We have a good experience of the international market in general, as well as of the realization

of exhibitions or pavilions on the African continent. This allows us to rely on a network of proven and experienced partners. Administrative and customs difficulties are generally overcome with the support of the local organizing committee. Technically, one of the biggest challenges is often to adapt to places that sometimes do not have the experience to host events of this magnitude. Here again, our experience and that of our partners allows us to provide all the necessary elements to ensure the standing of the event whatever the site: air-conditioned tents, power supply, distribution of material shipped from Europe all over the world and that of our partners, etc...

Finally, our greatest challenge is to achieve, from edition to edition, a real exhibition of international standing to which participants renew their loyalty, the confidence they have in AfWA, and in NGC!

Jennifer Williams : *“Nous n’aurons pas d’eau propre tant que nous n’aurons pas géré l’assainissement en toute sécurité”*

Nous ne sommes plus qu'à sept ans de l'échéance des objectifs de développement durable et nous sommes encore loin de pouvoir garantir un assainissement géré en toute sécurité pour tous, sur le continent africain et dans le monde entier. L'Alliance FSM a été créée pour promouvoir des solutions alternatives au système d'égouts, en se concentrant sur l'assainissement sans égout ou la gestion des boues fécales. Nous voulons promouvoir

l'assainissement en tant que service public et nous nous efforçons de créer une prise de conscience sur les solutions alternatives aux égouts.

Il s'agit d'une période intéressante et passionnante pour la Côte d'Ivoire, car le pays envisage d'explorer davantage les solutions de co-traitement et d'assainissement non collectif. Nous sommes extrêmement fiers de nous associer aux nombreuses institutions chargées de l'eau et de l'assainissement dans le pays pour explorer de nouvelles innovations. Nous ne pouvons pas nous permettre de continuer à jeter de l'eau potable dans les égouts, à déplacer les déchets humains dans les villes. Nous voyons également plusieurs exemples à travers les États-Unis et l'Europe où l'infrastructure d'égouts existante est défectueuse en raison de son âge, sans réelle option viable de remplacement.

Il est essentiel d'examiner comment la technologie existante nous a fait défaut et de l'améliorer - l'Afrique a une occasion unique d'apprendre des erreurs des États-Unis et de l'Europe - afin de construire des services d'assainissement plus durables et équitables. Cela implique d'examiner les barrières institutionnelles et systémiques existantes qui empêchent l'accès à un assainissement géré en toute sécurité.

Nous sommes heureux de vous accueillir ici à Abidjan pour explorer ces sujets en profondeur et tirer des enseignements d'exemples provenant non seulement d'Afrique mais aussi d'autres régions du monde. Nous vous invitons également à vous joindre à nous pour rapprocher les secteurs de l'eau et de l'assainissement, car nous avons constaté que le travail en silos ne crée que la division et non l'unité.

Nous n'aurons pas d'eau propre tant que nous n'aurons pas géré l'assainissement en toute sécurité.



Jennifer Williams, DE de FSMA / Jennifer Williams, ED of FSMA

Jennifer Williams: *“We won’t have clean water until we have safely managed sanitation”*

We are currently only 7 years away from the deadline of the sustainable development goals and we are still quite far away from ensuring that there is safely managed sanitation for all, on the African continent and across the world.

The FSM Alliance was created to promote alternative solutions

to the sewer system, focusing on non-sewered sanitation or faecal sludge management. We aim to promote sanitation as a public service and strive to create awareness on alternative solutions to the sewer. This is an interesting and exciting time for Cote d'Ivoire, as the country looks at exploring more non-sewered and co-treatment solutions. We are extremely proud to be partnering with the many water and sanitation institutions across the country to explore new innovations.

We cannot afford to continue to flush clean drinking water down the drain, to move human waste through cities. We also see several examples across the US and Europe where existing sewer infrastructure is failing due to age, with no real viable option for replacement. It is critically important to look at how the existing technology has failed us and improve on this - Africa has a unique opportunity to learn from the mistakes of the US and Europe - in order to build more sustainable and equitable sanitation services. This involves looking at the existing institutional and system barriers that prevent access to safely managed sanitation.

We're glad to welcome you here in Abidjan to explore these topics in-depth and learn from examples not only from Africa but from other parts of the world. We also invite you to join us in bringing water and sanitation closer together, as we have seen that working in silos only creates division not unity.

We will not have clean water until we have safely managed sanitation.



Office National
de l'Assainissement
et du Drainage



Station de Traitement de Boues de Vidange (STBV)



Réalisation d'ouvrages neufs de drainage



Entretien des ouvrages de drainage



Gestion et canalisation des eaux usées

AGIR POUR UN CADRE DE VIE ASSAINI

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) emploie son expertise à créer pour chaque citoyen un environnement sain et agréable à vivre.

AXES STRATEGIQUES

- Planification et programmation des interventions d'assainissement et de drainage,
- Appui à la mobilisation des ressources financières du secteur,
- Réhabilitation et développement des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage,
- Exploitation et entretien des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage,
- Amélioration de la gestion de l'assainissement autonome,
- Développement d'une communication de masse et de proximité.

Siège Social Abidjan – Cocody, 2 plateaux, Rue des Jardins
Carrefour Ecobank, Rue L95, Lot 2544 ilot 215
01 BP 11025 Abidjan 01 - Tel : 27 22 40 41 98/27 22 40 41 99
Fax : 27 22 40 41 95 – II plateaux III
Email : infos@onad.ci – Site internet : www.onad.ci

Pour toutes vos requêtes d'assainissement
contactez le centre d'appel au

27 22 50 80 50

Une synergie d'actions des parties prenantes permettra de relever dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage de Côte d'Ivoire est la société d'état chargée en Côte d'Ivoire d'assurer l'accès des populations aux installations d'assainissement. A l'occasion du 21ème Congrès International de l'AAE et 7e Conférence de l'Alliance pour les boues de vidange, dont l'ONAD est l'un des organisateurs principaux, son Directeur Général, Monsieur Amadou Sanogo fait le point de l'état de l'assainissement en Côte d'Ivoire.



Le 6ème Objectif de Développement Durable vise un accès pour tous à l'eau et aux services d'assainissement d'ici à 2030. Où se situe la Côte d'Ivoire par rapport à cet objectif ?

Les initiatives du Gouvernement à l'horizon 2030 pour atteindre ces objectifs, seront développées selon les cinq axes stratégiques suivants :

- réaliser un programme de développement des infrastructures ;
- susciter le changement de comportement et la demande et l'offre en assainissement et créer une émulation entre les collectivités territoriales pour promouvoir l'assainissement autonome et mettre fin de façon durable à la défécation à l'air libre ;
- renforcer la coordination avec les acteurs publics et privés et les collectivités territoriales ;
- renforcer les capacités de planification, de programmation, de réalisation, d'exploitation, de suivi-contrôle et d'évaluation des acteurs publics et privés et des collectivités territoriales ;
- accroître et pérenniser les ressources financières du secteur.

Pour contribuer à la vision nationale d'une Côte d'Ivoire émergente, dans la perspective des ODD, 60% de la population ivoirienne devra avoir un accès durable aux installations sanitaires améliorées en 2030. Cet objectif national d'accès de la population à un assainissement et à une protection contre les inondations sont définies par sous-secteur en fonction du milieu rural et urbain, et prennent en compte les lieux publics.

• **L'accès à l'assainissement en milieu rural**

Le taux d'accès à un assainissement amélioré en milieu rural porte sur : (i) le pourcentage de la population ayant éliminé la pratique de la défécation à l'air libre. En milieu rural, la pratique de la défécation à l'air libre qui est de 22% en 2016 passera à 15 % en 2030.

(ii) le pourcentage de la population rurale ayant accès à l'assainissement amélioré, qui est de 16% en 2016 sera porté à 45 % en 2030.

• **L'accès à l'assainissement en milieu urbain et la protection contre les inondations**

De 2016 à 2020, le taux d'accès à un assainissement amélioré est passé de 33% à 50%, soit un accroissement de 2,5 millions de personnes. De 2021 à 2030, le taux d'accès à un assainissement amélioré passera de 50% à 75%, soit un accroissement de 4,5 millions de personnes. Un programme d'accès à l'assainissement ciblé sur les quartiers urbains d'habitat précaire sera mis en œuvre en vue de leur réserver en priorité l'aide publique. Seuls seront pris en compte les quartiers précaires situés en dehors des lits d'écoulement d'eau pluviale et des flancs des thalwegs, sites considérés comme des zones à risque.

Le taux de traitement des eaux usées collectées par les systèmes d'assainissement collectifs atteindra 25% en 2020 et 100% en 2030.

Quels sont les principaux défis auxquels le secteur de l'assainissement et du drainage est confronté et quelles sont les voies et moyens que vous déployez pour y faire face ?

un nouveau cadre institutionnel : Il se concrétisera par (i) le

Pouvez-vous nous présenter l'ONAD ?

Amadou Sanogo (AS) : L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une société d'état créée par décret n° 2011-482 du 28 décembre 2011.

Sa mission principale est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale.

Ses missions spécifiques sont :

- la maîtrise d'ouvrage déléguée et la maîtrise d'œuvre des programmes et projets d'assainissement et de drainage ;
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage, à maîtrise d'ouvrage déléguée ou à maîtrise d'œuvre aux collectivités territoriales ;
- l'exploitation et l'entretien du patrimoine de l'assainissement et du drainage ;
- l'appui à la recherche de financement au profit du secteur de l'assainissement et du drainage.

A synergy of actions by stakeholders will enable us to meet the challenges in the water and sanitation sector

The Office National de l'Assainissement et du Drainage de Côte d'Ivoire (National Office for Sanitation and Drainage of Côte d'Ivoire) (ONAD) is the state-owned company in charge of ensuring access to sanitation facilities for the population. On the occasion of the 21st International Congress of AFWA and the 7th Conference of the Alliance for Fecal Sludge, of which ONAD is one of the main organizers, its Director General, Mr. Amadou Sanogo, gives an update on the state of sanitation in Côte d'Ivoire.

Can you tell us about your Company?

The Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) is a state-owned company created by Decree No. 2011-482 of December 28, 2011.

Its main mission is to ensure access to sanitation and drainage facilities, in a sustainable manner and at competitive costs, to the entire national population.

Its specific missions are:

- Act as the delegated owners and project manager off sanitation and drainage programs and projects;
- Provide assistance to the project owner, to the delegated project owner or to the project manager for local authorities;
- Operate and maintain sewerage and drainage assets;
- Provide support for the search for financing for the sanitation and drainage sector.

The 6th Sustainable Development Goal aims at providing access to water and sanitation services for all by 2030. Where does Côte d'Ivoire stand in relation to this objective?

The Government's initiatives to achieve these objectives by 2030 will be developed along the following five strategic axes:

- Carry out an infrastructure development program;
- Encourage behavioral change and sanitation demand and supply and create an emulation between local authorities to promote on-site sanitation and put an end to open-air defecation in a sustainable way;
- Strengthen coordination with public and private actors and local authorities;
- Strengthen the planning,



programming, implementation, operation, monitoring and evaluation capacities of public and private actors and local authorities;

- Increase and sustain the financial resources of the sector.

To contribute to the national vision of an emerging Côte d'Ivoire, in the perspective of the SDGs, 60% of the Ivorian population must have sustainable access to improved sanitation facilities by 2030. This national target for population access to sanitation and flood protection is defined by sub-sector depending on rural and urban areas, and takes into account public spaces.

• Access to sanitation in rural areas
The rate of access to improved sanitation in rural areas includes:

(i) The percentage of the population that has eliminated the practice of open defecation. In rural areas, the practice of open defecation, which was 22% in 2016, will decrease to 15% in 2030.

(ii) The percentage of the rural population with access to improved sanitation, which was 16% in 2016, will increase to 45% in 2030.

• Access to sanitation in urban areas and protection against flooding

From 2016 to 2020, the rate of access to improved sanitation increased from 33% to 50%, an increase of 2.5 million people. From 2021 to 2030, the rate of access to improved sanitation will increase from 50% to 75%, an increase of 4.5 million people. A sanitation access program targeting urban slums will be implemented with a view to reserving public aid for them as a priority. Only slum areas located outside of rainwater drainage beds and thalwegs, which are deemed to be at risk, will be considered.

The rate of treatment of wastewater collected by collective sanitation systems will

INTERVIEW (SUITE)

fonctionnement du Comité interministériel de coordination, (ii) la montée en capacité et en performance de l'Office National de l'Assainissement et du Drainage, (iii) le transfert de certaines compétences aux collectivités territoriales concernant la planification, la réalisation d'infrastructures, la sensibilisation des populations et la gestion des services d'assainissement et de drainage, (iv) l'encouragement aux collectivités territoriales de recourir à des partenariats public-privé pour la réalisation, l'exploitation et l'entretien des infrastructures publiques (v) l'adoption et l'application de la stratégie nationale de l'assainissement et du drainage ;

un cadre réglementaire amélioré

Il se fera par (i) la prise de décrets transférant un ensemble de compétences aux collectivités territoriales en application de la loi n°2003-208 du 07 juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'Etat aux collectivités locales, (ii) l'instauration de procédures d'intégration des projets et des initiatives avec la santé publique, la protection des ressources en eaux, l'urbanisation, la gestion des déchets solides, la protection des écosystèmes aquatiques et marins, et la biodiversité, (iii) l'application d'un règlement du service d'assainissement et du drainage et (iv) l'adoption et l'application du code de l'assainissement et du drainage ;

Un cadre de planification clair

Il se fondera sur (i) un Plan National d'Assainissement et du Drainage actualisé constituant la référence unique pour tous les acteurs publics, les partenaires techniques et financiers, et les autres parties prenantes au secteur, (ii) des contrats programme pluriannuels entre l'Etat, le maître d'ouvrage délégué en matière d'assainissement et de drainage et les collectivités territoriales, (iii) un règlement fixant les prescriptions techniques minimales à respecter localement, tenant compte des



densités de population et de la sensibilité du milieu récepteur, (iv) Promotion de l'ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) et mise en œuvre de la stratégie d'assainissement en milieu rural pour un changement durable de comportement ; et (v) des plans de développement de l'assainissement et du drainage des zones rurales et des plans directeurs d'assainissement et de drainage des centres urbains; (vi) la promotion du marketing de l'assainissement (SANMARK) et la mise en œuvre de la stratégie du marketing de l'assainissement pour l'amélioration et l'utilisation durable des latrines et (vii) le développement d'une stratégie de l'assainissement en milieu rural.

Un effort d'investissement

Cet effort doit porter sur (i) l'accès à un assainissement collectif et la lutte contre les inondations dans les grandes villes et (ii) l'accès à un assainissement amélioré à un coût abordable stimulé par la demande et pérennisé par des programmes d'éducation ;

- un mécanisme durable de financement des coûts

d'exploitation et d'entretien des infrastructures d'assainissement et de drainage

Il sera basé sur l'instauration de subventions non-discriminatoires, équilibrées entre les milieux rural et urbain et entre les régions, orientées en priorité vers les groupes vulnérables ou défavorisés.

L'ONAD fait partie des organisateurs du 21ème Congrès de l'AAE et 7ème FSM. Quelles sont vos attentes vis-à-vis de cette rencontre ?

Mes attentes sont (i) la mise en lumière des initiatives et des avancées en matière d'assainissement et de drainage de l'Afrique en général et de la Côte d'Ivoire en particulier en matière de cadre institutionnel, d'instruments de gouvernance du secteur et de mécanismes de financement, (ii) de bâtir à partir d'Abidjan une synergie d'actions des parties prenantes permettra de relever de façon pérenne les défis nationaux, régionaux et mondiaux dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.



reach 25% in 2020 and 100% in 2030.

What are the main challenges facing the sanitation and drainage sector and what are the ways and means you are using to address them?

A new institutional framework

This will be materialized by (i) the operation of the Inter-ministerial Coordination Committee, (ii) the increase in the capacity and performance of the National Office for Sanitation and Drainage, (iii) the transfer of certain competencies to local authorities for planning, infrastructure construction, awareness raising and management of sanitation and drainage services, (iv) the encouragement of local authorities to use public-private partnerships for the construction, operation and maintenance of public infrastructure, (v) the adoption and implementation of the national sanitation and drainage strategy;

An improved regulatory framework

This will be done by (i) issuing decrees transferring a set of

competences to local authorities in application of Law No. 2003-208 of July 7, 2003 on the transfer and distribution of competences from the State to the local authorities, (ii) establishing procedures for including projects and initiatives into public health, protection of water resources, urbanization, solid waste management, protection of aquatic and marine ecosystems, and biodiversity, (iii) the application of a payment for the sanitation and drainage service and (iv) the adoption and application of the sanitation and drainage code;

A clear planning framework

This will be based on (i) an updated National Sanitation and Drainage Plan, which will be the sole reference for all public actors, technical and financial partners, and other stakeholders in the sector, (ii) multi-year program contracts between the State, the delegated project owner for sanitation and drainage and local authorities (iii) a regulation setting out the minimum technical requirements to be met locally, taking into account population densities and the sensitivity of the receiving environment, (iv) the promotion of Community Led Total Sanitation (CLTS) and implementation of the rural sanitation strategy for a sustainable change in behavior; and (v) sanitation and drainage development plans for rural areas and sanitation and drainage master plans for urban centers; (vi) the promotion of sanitation marketing (SANMARK) and implementation of the sanitation marketing strategy for improved and sustainable use of latrines; and (vii) the development of a rural sanitation strategy.

An investment effort

This effort should focus on (i) access to collective sanitation and flood control in large cities and (ii) access to affordable improved sanitation stimulated by demand and sustained by education programs;

- A sustainable mechanism for financing the operation and maintenance costs of sanitation and drainage infrastructure.

It will be based on the establishment

of non-discriminatory subsidies, balanced between rural and urban areas and between regions, directed in priority to vulnerable or disadvantaged groups.

ONAD is one of the organizers of the 21st Congress of AfWA and the 7th WSF. What are your expectations for this meeting?

My expectations are (i) to highlight the initiatives and advances in sanitation and drainage in Africa in general and Côte d'Ivoire in particular in terms of institutional framework, governance instruments of the sector and financing mechanisms, (ii) to build from Abidjan a synergy of actions of stakeholders that will allow us to meet the national, regional and global challenges in the water and sanitation sector in a sustainable manner.



Corrélateur et détecteur électroacoustique
combinés pour la recherche de fuites

SeCorrPhon AC 200

Professionnel – flexible – intelligent



- Toutes les fonctionnalités et micros d'un **AQUAPHON® A 200**.
- Émetteurs ultra portables.
- Firmware sophistiqué permettant à l'utilisateur des tirs de corrélation automatisés.
- Grand écran tactile couleur.
- Aide à l'évaluation de la qualité du pic de corrélation.



La TdE de plus en plus près de vous avec nos solutions innovantes

NOS PLATEFORMES DIGITALES



OPTEZ POUR UN GAIN DE TEMPS,
EFFECTUEZ VOS DEMANDES,
PAIEMENTS ET RÉCLAMATIONS OÙ QUE
VOUS SOYEZ VIA NOS PLATEFORMES



NOS SOLUTIONS DE COMPTEUR D'EAU PRÉPAYÉ

Les compteurs prépayés vous offrent une meilleure autonomie dans la gestion de votre consommation d'eau potable

FACILITEZ-VOUS LA VIE AVEC
NOS MOYENS DE PAIEMENT NUMÉRIQUE
DES FACTURES DE CONSOMMATION D'EAU
DISPONIBLES PARTOUT 24H / 7 JRS



Le renforcement des capacités à tous les niveaux favorise les progrès et le maintien des services



En raison du peu d'intérêt accordé à l'assainissement par le passé, il existe un manque considérable de moyens dans toutes les dimensions du système. Les investissements réalisés dans les institutions et les infrastructures sans chercher à combler ce manque de moyens se traduiront par des services défectueux et un gaspillage de fonds déjà limités. Le renforcement des capacités et des institutions est essentiel à tous les niveaux du gouvernement, des communautés et du secteur privé, et dans l'ensemble des secteurs (WASH, santé, éducation, financement), pour planifier, concevoir, financer, construire et pérenniser des services d'assainissement améliorés. Le renforcement des capacités est indispensable pour bâtir de solides bases qui garantiront l'efficacité de la gouvernance, du financement, des innovations et de la gestion des données, une condition essentielle pour atteindre les cibles liées à l'assainissement et pérenniser les progrès. Le renforcement des capacités est loin de se résumer à

la formation de la main-d'œuvre. Il englobe :

- Le renforcement des ressources humaines : veiller à ce que les institutions emploient en nombre suffisant des personnes motivées et dûment qualifiées.
- Renforcement institutionnel : veiller à ce que les institutions soient suffisamment autonomes et utilisent des systèmes et des procédures efficaces.
- Mobilisation des ressources : veiller à ce que les institutions aient accès à des ressources financières, matérielles et techniques suffisantes.
- Recherche et innovation : mener des travaux de recherche appliquée afin de mettre au point de meilleures solutions techniques et managériales en matière d'assainissement.

“Il est essentiel de disposer de suffisamment de fonctionnaires motivés et dûment qualifiés aux plus hauts niveaux”

Les gouvernements nationaux doivent être en mesure d'élaborer et d'appliquer les fondamentaux

d'un système d'assainissement efficace et durable, notamment des réglementations, à toutes les étapes de la chaîne d'assainissement, des politiques, des stratégies assorties d'échéances et des plans chiffrés, ainsi que des mécanismes de coordination visant une intégration intersectorielle et la mobilisation du secteur privé. Il est important de veiller à constituer une main-d'œuvre paritaire et bien équilibrée sur les plans ethnique et culturel pour garantir un service attentif aux besoins des utilisateurs et assurer à tous des perspectives d'emploi équitables.

“Les autorités locales doivent disposer des capacités suffisantes pour assurer la mise en place et la supervision de dispositifs d'assainissement axés sur les services”

L'adoption de nouvelles approches en matière d'assainissement, et d'une stratégie de mise en œuvre de plus en plus décentralisée, suppose d'ajuster l'ensemble des compétences et le niveau des ressources afin que la main-d'œuvre puisse mener à bien sa mission. Pour adopter une stratégie d'assainissement davantage axée sur les services – garantissant un plus haut degré d'interaction avec les utilisateurs, la hausse des activités au niveau des dispositifs d'assainissement non raccordés au réseau d'égouts et une ouverture aux solutions axées sur le marché –, il sera peut-être nécessaire de faire évoluer la culture institutionnelle et l'éventail de formations au sein des départements et des services d'assainissement publics des autorités locales.

“Les artisans et les entrepreneurs

Capacity building at all levels fosters development and maintenance of services



Due to the lack of attention paid to sanitation in the past, there is a considerable capacity gap in all dimensions of the system. Investments carried out in institutions, including infrastructure without addressing this capacity gap will result in poor services and waste of already limited funds. Capacity building and institutional strengthening are essential at all levels of government, communities and the private sector, and across all sectors (WASH, health, education, finance), to plan, design, finance, build and sustain improved sanitation services. Capacity development is essential to build a strong foundation for effective governance, financing, innovation and data management, which is critical to achieving sanitation targets and sustaining progress. Capacity development is not just about training the workforce. It includes:

- Strengthening human resources: ensuring that institutions employ a

sufficient number of motivated and suitably qualified people.

- Institutional strengthening: ensuring that institutions are sufficiently autonomous and use effective systems and procedures.

- Resource mobilisation: ensuring that institutions have access to adequate financial, material and technical resources.

- Research and innovation: conducting applied research to develop better technical and managerial solutions for sanitation.

“It is essential to have enough motivated and suitably qualified officials at the highest levels”

National governments must be able to develop and implement the fundamentals of an effective and sustainable sanitation system, including regulations at all stages of the sanitation chain, policies, time-bound strategies and costed plans, as well as coordination mechanisms for cross-sectoral integration and private sector engagement.

Ensuring an ethnically and culturally balanced workforce is important to guarantee a user-friendly service and fair employment opportunities for all.

“Local authorities must have enough capacity to implement and monitor service-oriented sanitation”

The adoption of new approaches to sanitation, and an increasingly decentralised implementation strategy, requires an adjustment in skill sets and resource levels to ensure that the workforce can deliver as far as their mandate is concerned. A more service-oriented sanitation strategy - ensuring a higher degree of interaction with users, increased activity at the level of non-sewered sanitation facilities, and openness to market-based solutions - may require a change in the institutional culture and training mix within local authority public sanitation departments and services.

qui interviennent au sein de la chaîne d'assainissement doivent disposer des compétences appropriées"

De plus en plus, le secteur privé doit s'impliquer dans certaines composantes de la chaîne d'approvisionnement. Développer « l'économie de l'assainissement », un marché de produits et de services, de flux de ressources renouvelables, de données et d'informations, constitue donc une occasion à saisir. L'économie de l'assainissement comprend la construction de toilettes individuelles et partagées, leur entretien, leur réparation et leur nettoyage, ainsi que les produits

travers le monde, l'évolution des conditions de vie dans les vastes zones urbaines s'accélère, les villages se développent rapidement, les routes et les télécommunications s'ouvrent aux régions les plus reculées, et les changements climatiques posent de nouveaux obstacles à la mise en œuvre durable de systèmes d'assainissement. Ces difficultés et ces possibilités émergentes supposent d'améliorer la recherche et les capacités dans des domaines tels que : • La gestion du système d'assainissement non raccordé au réseau d'égouts ; • La vidange des fosses et le traitement des boues fécales (en mettant l'accent sur une

Dans de nombreux pays, on observe un manque de coordination entre l'assainissement et d'autres secteurs, tels que la santé, l'éducation, l'environnement et l'eau. Par exemple, si l'assainissement est un facteur déterminant des résultats sanitaires, le secteur de la santé n'est que peu impliqué, et ce, à tous les niveaux, dans la planification et le financement de la promotion et la mise en œuvre de l'assainissement. Plusieurs interventions stratégiques doivent permettre de renforcer les capacités : • Créer des postes de haut niveau spécifiquement chargés des questions liées à l'assainissement, tout en veillant à ce qu'ils bénéficient des ressources suffisantes, d'un personnel qualifié et de l'autonomie nécessaire pour pouvoir insuffler un changement. • Renforcer les capacités du personnel de santé environnementale afin qu'il puisse endosser des fonctions sanitaires au sein du secteur de l'assainissement (par exemple, incorporer l'assainissement dans l'exécution du programme de santé, promouvoir la modification des comportements en matière d'assainissement et veiller à la mise en place d'un système d'assainissement adéquat dans les établissements de soins de santé). • Assurer au moyen de divers mécanismes la surveillance, le suivi et la mise en œuvre de l'assainissement, notamment le suivi régulier des services dans les écoles et les établissements de soins de santé.



dérivés de l'assainissement, comme l'eau, le carburant, les protéines et les fertilisants organiques.

(...)

"La recherche et l'innovation doivent être déployées à grande échelle pour répondre aux enjeux et aux possibilités présentés par un assainissement universel"

Il existe un certain nombre de domaines dans lesquels les connaissances, les compétences et les techniques requises pour surmonter les difficultés rencontrées font défaut. À

valorisation et une utilisation en toute sécurité) ; • La prestation de services formels aux communautés auparavant non desservies ; • Le développement de technologies d'assainissement appropriées et résilientes aux changements climatiques ; • L'élaboration de méthodes efficaces de modification des comportements.

"Des capacités renforcées sont nécessaires à l'intégration et la coordination efficaces des secteurs œuvrant en faveur de l'assainissement"

"Le renforcement des capacités constitue un effort continu"

De nombreux effectifs sont nécessaires dans le secteur de

“Artisans and contractors involved in the sanitation chain need to have the appropriate skills”

Increasingly, the private sector needs to be involved in some components of the supply chain. Developing the ‘sanitation economy’, a market for products and services, renewable resource flows, data and information, is therefore an opportunity. The sanitation economy includes the construction of individual and shared toilets, their maintenance, repair and cleaning, as well as sanitation by-products such as water, fuel, protein and organic fertilisers.

(...)

“Research and innovation must be deployed on a large scale to meet the challenges and opportunities presented by universal sanitation”

There are a number of areas where the knowledge, skills and techniques required to overcome the challenges are lacking. Across the world, living conditions in large urban areas are accelerating, villages are developing rapidly, roads and telecommunications are opening up to the most remote areas, and climate change is posing new challenges to the sustainable implementation of sanitation systems. These emerging challenges and opportunities call for improved research and capacity in areas such as - Management of the non-sewered sanitation system; - Emptying of pits and treatment of faecal sludge (with an emphasis on safe use and recovery); - Provision of formal services to previously unserved communities; - Development of appropriate sanitation technologies that are resilient to climate change; and - Development of effective methods of behaviour change.

“Enhanced capacity is needed for effective integration and coordination of sectors working in the area of sanitation”

In many countries, there is a lack of coordination between sanitation

and other sectors, such as health, education, environment and water. For example, while sanitation is a key determinant of health outcomes, the health sector has little involvement at any level in planning and financing sanitation development and implementation. Several strategic interventions are needed to build capacity:

- Create high-level positions specifically for sanitation issues,



while ensuring that they are adequately resourced, staffed and empowered to drive change.

- Build the capacity of environmental health staff to take on health functions within the sanitation sector (e.g., incorporate sanitation into health programme delivery, promote sanitation behaviour change and ensure adequate sanitation in health care facilities).
- Through various mechanisms, ensure the monitoring, follow-up and implementation of sanitation, including regular monitoring of services in schools and health facilities.

“Capacity building is an ongoing effort”

A large workforce is needed in the sanitation sector. With such a large workforce, capacity needs to be continually developed at many levels. There is a need to create new positions in areas that are usually neglected, such as non-sewered sanitation and hygiene promotion.

Capacity building must take place

primarily at the local level. This is where services need to be delivered and problems solved in a continuing and adaptive process. Furthermore, capacity building in sanitation needs to be integrated into the school curriculum. Due to the magnitude of the effort, it is imperative that sanitation be incorporated into the curriculum of universities, vocational training centres and other specialised

institutions, such as local government training institutes.

“Peer learning and mentoring are very effective in the area of sanitation”

This needs to be explicitly recognised in order to mobilise resources towards that end. For example, public knowledge sharing can be facilitated between or within countries to disseminate good practices and promote peer competition around the achievement of programme targets.

“The private sector must be involved in capacity building efforts”

Though the private sector has some ability to build its own capacity (which it will eventually pay for indirectly), public sector investment in this regard will yield better and faster results.

l'assainissement. Avec une main-d'œuvre aussi importante, les capacités doivent continuellement être renforcées à de nombreux niveaux. Il est nécessaire de créer de nouveaux postes dans des domaines habituellement négligés, tels que le système d'assainissement non raccordé au réseau d'égouts et la promotion de l'hygiène. Le renforcement des capacités doit se faire avant tout au niveau local. C'est là où les services doivent être fournis et les problèmes résolus dans le cadre d'un processus continu et adaptatif.

“Par ailleurs, le renforcement

des capacités en matière d'assainissement doit être intégré dans le programme scolaire”

En raison de l'ampleur des efforts, il est impératif d'intégrer l'assainissement au programme d'étude des universités, des centres de formation professionnelle et d'autres institutions spécialisées, comme les instituts de formation publics locaux.

“L'apprentissage et le mentorat entre pairs sont très efficaces dans le domaine de l'assainissement”

Ceci doit être expressément reconnu afin de mobiliser des ressources à cet égard. Par

exemple, le partage public des connaissances peut être facilité entre les pays ou en leur sein pour diffuser les bonnes pratiques et promouvoir la concurrence entre pairs autour de la réalisation des cibles des programmes.

“Le secteur privé doit être impliqué dans les efforts de renforcement des capacités”

Si le secteur privé possède une certaine habileté à renforcer ses propres capacités (ce qu'il finira par faire payer de manière indirecte), l'investissement du secteur public à cet égard entraînera de meilleurs résultats, et plus rapidement.



CONGRES INTERNATIONAL DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

**AGIR POUR UNE GESTION DURABLE
DES RESSOURCES ET UN ACCÈS
POUR TOUS À L'EAU ET
À L'ASSAINISSEMENT**



ABIDJAN 2023

19 - 23

FÉVRIER

SOFITEL HÔTEL IVOIRE

séna

SPONSORS LEADER



SPONSORS ARGENT



BUSINESS



SPONSORS IROKO



PREMIUM



PARTENAIRES



FUTURE-PROOF AND RELIABLE METERS. WATER ACCESS FOR EVERYONE.

DIEHL
Metering



ENHANCE ACCURACY. DRIVE EFFICIENCY. BUILD TRUST.

With Diehl Metering's volumetric and single-jet water meters, you'll always have accurate and reliable readings. Exceptional European quality is at the heart of all our meters – and it's the springboard for improving every aspect of your business. You'll be able to boost efficiency, save water, and increase consumer trust. What's more, our meters are tamperproof, lab-tested in Europe, MID approved, and designed for the most challenging environments. Our meters are also smart-enabled, allowing you to add a radio clip-on module to access the many benefits of Automated Meter Reading (AMR) and Advanced Metering infrastructure (AMI).

www.diehl.com/metering

Empower a sustainable future

Serges Bashonga,

Ce jeune professionnel de l'AAE qui crée des extensions de cheveux à l'aide des fibres de bananiers



Je m'appelle Serge Bashonga (27ans), Biologiste de formation, Président du Comité National des Jeunes Professionnels de l'Eau de la RDC et Directeur Général de la start up Kivu Ecosolution sarl spécialisée dans la recherche et le développement en sciences. Notre objectif est de concevoir et commercialiser des solutions écologiques.

Soucieux de la protection de l'environnement et de participer à la création de richesse, j'ai initié avec ma start up, le projet Malkiya Bio Hair qui consiste en la fabrication et la commercialisation des extensions capillaires (mèches, plante et perruques) 100% biodégradables, faites à base des fibres du tronc de bananier.

Le déclic

Le déclic est parti du commerce de perruques de ma petite sœur ; des perruques conçues à partir des mèches synthétiques. Avec le temps, j'ai remarqué que son business produisait beaucoup de déchets. Je me suis alors posé la question de savoir où vont ces tonnes de déchets de mèches

plastiques après leur utilisation ? La réponse était qu'ils étaient soit jetés, soit brûlés, dans la nature.

Les mèches synthétiques, un danger pour la nature et pour la femme

Les mèches synthétiques sont bien entendu du plastique et nous savons tous que les matières plastiques prennent plus de quatre siècles à se dégrader et contaminent toute la chaîne alimentaire. Chaque année, jusqu'à 13 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les océans, faute d'être recyclés. (ouest-france.fr : pourquoi-le-plastique-t-il-un-impact-tres-negatif-sur-l-environnement)

Par ailleurs, des recherches réalisées par le Réseau International d'élimination des polluants (IPEN) ont prouvé que l'exposition prolongée du plastique sur le corps humain pourrait provoquer la lésion cérébrale, l'infertilité et le cancer. En outre, de nombreuses femmes expérimentent des irritations du cuir chevelu, des blessures et des pertes des cheveux dues à l'utilisation de cheveux en plastique.

Cette découverte m'a vraiment choqué et révolté et c'est à ce moment-là que j'ai mobilisé mes collègues au niveau de Kivu Ecosolution pour commencer à faire des recherches approfondies sur les fibres végétales.

La découverte

Après plusieurs essais en laboratoire, nous sommes parvenus à fabriquer des mèches à partir des fibres du tronc de bananier. Les troncs de bananiers posent des problèmes d'élimination aux agriculteurs et sont des déchets de la récolte de bananes, disponibles presque gratuitement, que nous

avons décidé de valoriser.

Notre innovation a changé la donne, et donne d'ailleurs un sens à la précieuse loi de Lavoisier "rien ne se perd, rien ne se crée tout se transforme".

En créant ce type de mèches, nous abordons donc le problème de la santé et de l'environnement dans l'industrie des cheveux, nous créons une marque qui reflète notre volonté de protéger notre avenir.

Notre objectif et vision est de réinventer le goût des femmes africaines en matière de mèches et concurrencer avec les cheveux synthétiques et humains importés.

Un enjeu économique

Outre l'aspect sanitaire et environnemental, il y a aussi un enjeu économique certain. Le continent Africain perd 9 milliards de dollars par an uniquement dans l'importation des extensions de cheveux synthétiques et humains. Cette innovation pourra donc contribuer à lutter contre la perte de ces devises.

Au-delà, nous créons une nouvelle source de revenus pour les agriculteurs car nous achetons les troncs, jadis considérés comme déchets et contribuons sensiblement à lutter contre la pauvreté en milieu rural.

Nous allons donc contribuer à l'atteinte de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD) dont notamment l'ODD1 sur la lutte contre la pauvreté, l'ODD3 sur la santé et le bien-être, l'ODD6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD13 sur les mesures relatives à la lutte contre le changement climatique, l'ODD14 sur la vie aquatique et l'ODD15 sur la vie terrestre.

La recherche de financement

Actuellement, le produit n'est

Serges Bashonga, a start up from DRC

This AfWA Young Professional who makes Hair extensions made from banana fibres

My name is Serge Bashonga (27), a biologist by training, President of the National Committee of Young Water Professionals of the DRC and Managing Director of the start-up company Kivu Ecosolution Ltd, which specialises in scientific research and development. Our objective is to design and market ecological solutions.

Concerned about the protection of the environment and to participate in wealth creation, I initiated with my start-up the Malkiya Bio Hair project which consists of the manufacture and marketing of 100% bio-degradable hair extensions (wicks, plants and wigs) made from banana tree trunk fibres.

The trigger

It all started with my little sister's wig business; wigs made from synthetic (plastic) strands. Over time, I noticed that her business was producing a lot of waste. So, I asked myself, where does all this plastic wick waste go after it is used? The answer was that they were either thrown away or burnt, in the natural environment.

Synthetic hair strands, a danger for the natural environment and for women

Synthetic wicks are of course plastic and we all know that plastics take more than four centuries to degrade and contaminate the entire food chain. Each year, up to 13 million tonnes of plastic end up in the oceans because it is not recycled. (ouest-france.fr: why plastic has a very negative impact on the environment)

Additionally, research by the International POPs Elimination Network (IPEN) has shown that prolonged exposure to plastic on the human body may cause brain damage, infertility and



cancer. Furthermore, many women experience scalp irritation, injury and hair loss from the use of plastic hair.

This discovery really shocked and outraged me and it was at this point that I mobilised my colleagues at Kivu Ecosolution to start carrying out an in-depth research on plant fibres.

Discovery

After several laboratory tests, we succeeded in making wicks from banana trunk fibres. Banana trunks pose disposal problems for farmers and are waste from the banana harvest, available almost free of charge, which we decided to recycle.

Our innovation has changed the game, and gives meaning to Lavoisier's precious law: «Nothing is lost, nothing is created, everything is transformed».

By creating this type of strand, we are therefore addressing the issue of health and the environment in the hair industry, creating a brand that reflects our desire to protect our future.

Our goal and vision consist of reinventing African women's taste in hair and compete with imported synthetic and human hair.

An economic issue

In addition to the health and environmental aspects, there is also a definite economic stake. The African continent loses 9 billion dollars a year just in importing synthetic and human hair extensions. This innovation could therefore contribute to the fight against the loss of this currency. Beyond that, we are creating a new source of income for farmers because we are buying the logs, which were previously considered waste, and are making a significant



pas encore sur le marché, car nous sommes dans la mobilisation de fonds, la recherche de financements pour augmenter notre capacité de production et passer de l'artisanal à une production semi industrielle voire industrielle, car nous avons déjà plusieurs commandes venant de partout dans le monde. Aussi, lançons-nous un appel aux organisations, institutions et entreprises soucieuses de la protection de l'environnement de nous appuyer dans ce projet révolutionnaire qui vient Agir pour contribuer à la gestion durable de nos ressources. Soutenir ce projet c'est renforcer la contribution à la croissance économique et aider à lutter contre la pollution plastique, la faim, la pauvreté en milieu rurale et le changement climatique.

Investir dans Malkiya Bio Hair, c'est investir dans un projet rentable et qui protège la santé des femmes et de la planète en luttant contre la pollution de l'eau et du sol mais également en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

contribution to poverty alleviation in rural areas.

We will therefore contribute to the achievement of several Sustainable Development Goals (SDGs), including SDG 1 on poverty alleviation, SDG 3 on health and well-being, SDG 6 on water and sanitation, SDG 13 on action on climate change, SDG 14 on aquatic life and SDG 15 on land.

Search for funding

Currently, the product is not yet on the market, because we are in the process of mobilising funds and seeking funding to increase our production capacity and move from small-scale to semi-industrial or even industrial production, as we already have several orders from all over the world. We also call on organisations, institutions and companies concerned with environmental protection to support us in this revolutionary project, which will contribute to the sustainable management of our resources. Supporting this project will strengthen the contribution to economic growth and help address the issue of plastic pollution, hunger, rural poverty and climate change. Investing in Malkiya Bio Hair means investing in a project that is profitable and protects the health of women and the planet by fighting against water and soil pollution and also by reducing greenhouse gas emissions.



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Office national de l'Eau potable (ONEP) est une société d'État au capital social de 150 000 000 francs CFA régie par les dispositions applicables au traité de l'OHADA, la loi n°2020-626 du 14 août 2020 portant définition et organisation des sociétés d'État et le décret n°2006-274 du 23 août 2006.

L'ONEP a pour but d'apporter à l'État et aux Collectivités territoriales son assistance en vue d'assurer l'accès à l'eau potable à l'ensemble de la population.

L'ONEP est placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité et la tutelle financière du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

QUELLES SONT NOS MISSIONS ?

L'ONEP a pour missions principales:

- La planification de l'offre et de la demande en matière d'eau potable ;
- La maîtrise d'ouvrage déléguée ou la maîtrise d'œuvre des investissements pour la réalisation, l'exécution, le renforcement et le renouvellement des infrastructures d'alimentation en eau potable ;
- La gestion du patrimoine public et privé de l'État dans le secteur de l'eau potable ;
- Le contrôle, la protection et la surveillance des ressources en eau susceptibles de servir à la production d'eau potable ;
- La défense des intérêts des usagers du service public d'eau potable.

QUELS SONT NOS OBJECTIFS ?

- Accroître la production d'eau potable pour résorber les déficits de production et satisfaire la demande future dans les villes de l'intérieur et dans le District autonome d'Abidjan;
- Promouvoir l'alimentation en eau potable en fournissant une assistance pour le suivi, la gestion et la maintenance des ouvrages d'hydraulique humaine;
- Sensibiliser les usagers en matière notamment de changements de comportements pour une utilisation rationnelle de l'eau potable.

QUELLE EST NOTRE EXPERTISE ?

- Société de patrimoine;
- Société de travaux;
- Société de gestion des fonds;
- Société de régulation.



Talla'a Christine flore

“ Ma contribution à l'assainissement du Cameroun et à la construction de l'Afrique... ”

Mme Talla'a Christine flore née Djuikouo Ndeffo est une vidangeuse originaire du Cameroun. Elle est la Directrice Générale de l'entreprise “Sublime Grace”, une entreprise spécialisée dans la collecte, le transport et la valorisation des matières fécales issues des latrines, des édifices publics, des hôtels, des particuliers... Elle est secrétaire adjointe, chargée affaires sociales de l'Association Panafricaine des Acteurs de l'Assainissement (APAA) et membre du Bureau de l'Association des femmes de l'eau et de l'environnement du cameroun (AFPEEC).

Christine est une championne de l'assainissement dans son pays.

Ses débuts

Son histoire remonte aux années 2015, où jeune étudiante ambitieuse, en première année d'ingénierie, elle crée son entreprise dans le domaine du BTP, la peinture et les prestations de services divers. Dans sa recherche de clients elle est approchée par la Communauté Urbaine de Yaoundé (CUI) “pour une prestation un peu particulière et peu orthodoxe” qui consistait à vidanger, à curer les fosses septiques, parce qu'il y avait eu des dégâts”.

La prestation avec la CUI va lui ouvrir des portes. Elle est sollicitée de toute part, aussi bien par des particuliers, que des entreprises pour le curage de leur fosses septiques, la désinfection et la dératisation. C'est alors que ce métier qui était comme un choix d'opportunité va devenir pour christine, un choix de cœur.

Elle parcourt les villes du Cameroun pour soulager les populations. Sur le terrain, elle se rend compte des défaillances du système. Des fosses septiques mal construites, ne respectant pas les normes minimales, certaines situées à l'intérieur des habitations, inaccessibles, parfois transformées en dépotoirs...

Alors elle se décide de se lancer dans la sensibilisation. Elle multiplie les campagnes de sensibilisation dans les entreprises, les écoles, chez les particuliers qu'elle visite. Bientôt, sa renommée s'agrandit au

point d'être surnommée “maman toilettes”. Elle devient la présidente de l'association Nationale des toilettes du Cameroun, et se bat pour la construction de toilettes respectueuses de l'environnement et de la dignité humaine.

Christine va plus loin dans la vidange. elle valorise les boues de vidange aussi bien que les urines, grâce à son projet d'urinoirs public, qu'elle transforme en fertilisants pour l'agriculture.

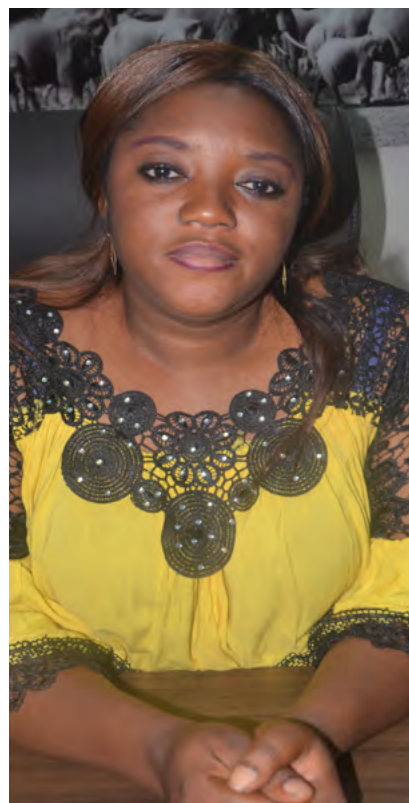
Sa fierté

Se faire accepter dans un domaine d'activité hautement masculin; la joie qui se lit dans le regard des usagers, après un service de vidange rendu ; le regard plein d'admiration des autorités, chaque fois qu'elle leur explique les problématiques liées à l'Assainissement et qu'elle les interpelle sur la nécessité d'agir ; les partenariats signés avec les Ministères de la Santé, de L'Eau et de l'Energie et du Développement urbain et de la Décentralisation ; la joie exprimée des enseignants et des enfants , notamment des jeunes filles, après la mise en place des clubs WASH dans les établissements scolaires pour intéresser les jeunes au domaine. Ce sont autant de sujets de joie et de fierté qui la poussent à dire qu'elle est “une personne qui peut apporter quelque chose, contribuer à la construction en Afrique”.

Ses difficultés

Bien qu'elle soit fière d'évoluer dans ce domaine hautement masculin, Christine rencontre d'énormes difficultés dans l'exercice de sa passion.

Le mauvais état des routes, la vétusté des camions et la rareté des pièces détachées, la distance qui sépare la station de traitement de boues des points de vidange rendent pénible l'activité. Les prix des prestations fixés parfois à perte ne permettent pas de couvrir les charges, L'indisponibilité des marchés publics : “le partenariat public-privé reste encore un mythe au Cameroun, en



dehors de la communauté urbaine de Yaoundé qui octroie quelques facilités”.

L'espoir

Christine est reconnaissante envers Ministère de l'Eau et de l'Energie, de la Santé et du Ministère du Développement urbain et de la Décentralisation pour leur ouverture. C'est une grande avancée, même si elle reste institutionnelle. Elle plaide pour un appui considérable des pouvoirs publics, leur accessibilité et surtout leur coopération, de sorte à enfin avoir au Cameroun un organe qui coordonne l'Assainissement à l'exemple de l'ONAD en Côte d'Ivoire, et l'ONAS au Sénégal. Elle appelle à un cadre de dialogue entre le secteur privé et l'État, afin de travailler ensemble dans la réflexion sur les problématiques liées à l'Assainissement.

Ces débuts d'ouverture sont une lueur d'espoir pour Christine qui ne laisse pas les difficultés altérer sa détermination à poursuivre son combat pour un meilleur assainissement dans son pays.

Talla'a Christine flore

“My contribution to the sanitation of Cameroon and the construction of Africa..”

Mrs. Talla'a Christine Flore born Djuikouo Ndeffo is an emptying operator from Cameroon. She is the Managing Director of the company “Sublime Grace”, a company specialized in the collection, transport and recovery of fecal matter from latrines, public buildings, hotels, individuals ... She is the assistant secretary, in charge of social affairs of the Pan-African Association of Sanitation Stakeholders (APAA) and a member of the Board of Directors of the Association of Women in Water and the Environment of Cameroon (AFPEEC). Christine is a sanitation champion in her country.



Her beginnings

Her story goes back to 2015, when as a young and ambitious student in her first year of engineering, she created her company in the field of construction, painting and various services. In her search for clients she was approached by the Yaoundé Urban Community (CUI) «for a rather particular and unorthodox service», which consisted in emptying and cleaning septic tanks «because there had been damage».

The service with the CUI opened doors for her. She was solicited

from all over, both by individuals and companies for the cleaning of their septic tanks, disinfection and rodent control. It is then that this profession which was like a choice of opportunity became for Christine a choice of heart.

She traveled to the cities of Cameroon to relieve the populations. In the field, she became aware of the failures of the system: poorly built septic tanks, not complying with the minimal standards, some located inside the houses, inaccessible, sometimes transformed into dumps...

So she decided to start raising awareness. She launched awareness campaigns in companies, schools and in the homes of the people she visited. Soon, her fame grew to the point of being nicknamed «Mother Toilet». She became the president of the National Toilet Association of Cameroon and fought for the construction of toilets that are respectful of the environment and human dignity.

Christine goes further in the emptying process. She valorizes the sludge as well as the urine thanks to her public urinals project, which she transforms into fertilizers for agriculture.

Her pride

Being accepted in a highly masculine field of activity; the joy that can be seen in the eyes of the users after an emptying service has been rendered; the look of admiration in the eyes of the authorities each time she explains the problems linked to sanitation and calls them on the need to act; the partnerships signed with the Ministries of Health, Water and Energy and Urban Development and Decentralization; the joy expressed by teachers and children, especially young girls, after the establishment of WASH clubs in schools to elicit the

interest of young people in the field. These are all subjects of joy and pride that lead her to say that she is «a person who can bring something, contribute to the construction in Africa».

Her difficulties

Although she is proud to work in this highly masculine field, Christine faces enormous difficulties in the exercise of her passion.

The poor state of the roads, the obsolescence of the trucks and the scarcity of spare parts, the distance between the sludge treatment plant and the emptying points make the activity difficult. The unavailability of public contracts: «public-private partnership is still a myth in Cameroon apart from the Yaoundé urban community which grants some facilities».

Her hope

Christine is grateful to the Ministry of Water and Energy, the Ministry of Health and the Ministry of Urban Development and Decentralization for their openness. She hopes for considerable support from public authorities and the creation of a framework for dialogue between the private sector and the State to advance the reflection on sanitation issues.



AG mixte : l'AAE redéfinit des catégories de membres et ses niveaux de cotisation

Joint General Assembly: AfWA re-defines membership categories and fee levels



Le jeudi 19 janvier 2023, le président de l'AAE, Dr Silver Mugisha, a convoqué une assemblée générale mixte pour soumettre à l'approbation des membres les nouvelles catégorisations de membres de l'AAE et les nouveaux montants de cotisations annuelles.

Désormais, les municipalités, les institutions académiques, les régulateurs sont intégrés dans la catégorie des membres réguliers. Cette catégorie était initialement composée de services publics s'occupant de la production, de la distribution de l'eau, ainsi que de sociétés de patrimoine dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement en Afrique.

Les organisations non gouvernementales, les industries, les divers prestataires de services et les sociétés de conseil en technologie sont également désormais inclus dans la catégorie des membres affiliés, initialement composée de sociétés africaines ou internationales du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement telles que les associations professionnelles, et excluant celles incluses dans la catégorie des membres actifs.

Enfin, deux catégories distinctes de membres individuels ont été établies, les étudiants d'une part et les professionnels universitaires, les chercheurs ainsi que les consultants individuels d'autre part.

Il faut noter que les membres de l'AAE sont classés en quatre (4) catégories : les membres réguliers, les membres affiliés, les membres individuels et les membres d'honneur. Les membres honoraires sont des personnes qui ont rendu des services distingués à l'Association et ont contribué à bâtir sa réputation internationale.

Les critères pour la catégorie des membres d'honneur n'ont pas été modifiés.

On Thursday, January 19, 2023, AfWA President Dr. Silver Mugisha convened a joint general meeting to submit for membership approval new AfWA membership categorizations and annual dues.

From now on, municipalities, academic institutions, regulators are integrated into regular members category. This category was initially composed of utilities dealing with production, distribution of water, as well as assets holding companies in the Water, Sanitation and Environment sector in Africa. Non-governmental organizations, industries, various service providers, and technology consulting firms are also now included in the affiliated members category, initially composed of African or international water, sanitation, and environment companies such as professional associations, and excluding those included in the category of active members.

Finally, two distinct categories of individual members have been established, the students on one side and the university professionals, researchers as well as individual consultants in the other side.

It should be noted that AfWA members are classified into four (4) categories namely regular members, affiliate members, individual members, and honorary members. Honorary members are people who rendered distinguished services to the Association and contributed to building its international reputation.

The Criteria for the Honorary Members category has not been changed.

Partenariat Germano-Africain : atelier de planification de la phase II du programme GAPWAS

Après le succès de la phase I du programme GAPWAS (Partenariat Germano-Africain dans le domaine de l'Eau et de l'assainissement), mis en œuvre par German Water Partnership (GWP) au sein de l'AAE, le Ministère Fédéral Allemand de l'économie, de la coopération et du développement (BMZ) a émis un avis favorable pour une deuxième phase du projet, qui s'étendra de 2023 à 2025.

L'objectif du projet est de renforcer le cadre institutionnel de l'eau et de l'assainissement en Afrique, de sorte que de meilleurs services d'eau et d'assainissement soient fournis à la population.

L'atelier de planification de ce nouvel investissement s'est tenu du 13 au 15 décembre 2022 à Abidjan.

Soulignons que le partenariat Germano-Africain pour l'eau et l'assainissement (GAPWAS) est un projet de coopération entre l'AAE et GWP, financé par le Ministère Fédéral Allemand de l'économie, de la coopération et du développement (BMZ) et supporté par sequa gGmbH

German-African Partnership: GAPWAS Phase II planning workshop was organised

After the success achieved in phase 1 of the GAPWAS (German-African Partnership in Water and Sanitation) program, implemented by German Water Partnership (GWP) within AfWA, the Federal Ministry for Economic Affairs, Cooperation and Development (BMZ) of Germany approved a second phase of the program covering the period 2023-2025. The objective of the project is to strengthen the institutional framework of water and sanitation in Africa so that better water and sanitation services are provided to the African population.

It should be noted the German-African Partnership for Water and Sanitation is a cooperation project between the African Water Association (AfWA) and the German Water Partnership (GWP), financed by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and supported by sequa gGmbH.

Côte d'Ivoire : MuniWASH forme les acteurs municipaux à la promotion du Genre

L'Activité Eau, Assainissement et Hygiène des Municipalités en Afrique de l'Ouest de l'USAID (MuniWASH) et la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) à travers sa cellule genre, ont organisé, le 27 octobre, un atelier de renforcement des capacités sur les concepts fondamentaux du genre, auquel a participé la représentante par intérim de USAID Côte d'Ivoire, Mme Candace Buzzard.

Au cours de l'atelier, les participants ont appris les définitions du genre, les stéréotypes et préjugés sexistes, les rôles que la société attribue aux hommes et aux femmes dans les contextes familial, communautaire et professionnel. Selon Yaya Sanogo, un élu local de la commune d'Abobo, « analyser le travail quotidien des femmes m'a permis de comprendre que ce sont elles qui se lèvent tôt, se couchent le plus tard et travaillent beaucoup plus que les hommes ». Cette prise de conscience est la raison pour laquelle l'une des facilitatrices, Mme Leticia Ackun, spécialiste Genre à l'Association Africaine de l'Eau, a encouragé les participants à « mieux prendre en compte les besoins pratiques et intérêts stratégiques des hommes et des femmes dans la mise en œuvre des projets au bénéfice des communautés ».

Côte d'Ivoire: MuniWASH trains municipal actors in gender promotion

On October 27, the USAID West Africa Municipal Water, Sanitation, and Hygiene (MuniWASH) Activity and the Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL) organized a capacity building workshop on fundamental gender concepts, which was attended by USAID/Côte d'Ivoire Acting Country Representative, Ms. Candace Buzzard.

During the workshop, participants learned about definitions of gender, stereotypes, biases, and the roles society ascribes to men and women in family, community, and professional settings. According to Yaya Sanogo, a local elected official of the Municipality of Abobo, « Analyzing the daily work of women allowed me to understand that they are the ones who get up early, go to bed the latest and work much more than men. » That is why one of the facilitators, Ms. Leticia Ackun, Gender Specialist at the African Water Association, encouraged the participants to "better consider the practical needs and strategic interests of men and women in the implementation of community based projects."

LWB obtient la certification ISO

Le mercredi 30 novembre 2022, Lilongwe Water Board (LWB) a reçu officiellement le certificat ISO 9001:2015, signe que l'organisation est désormais certifiée par l'Organisation Internationale de Normalisation. Présidant la cérémonie, le ministre de l'eau et de l'assainissement, M. Abida Sidik Mia, député, a félicité LWB pour l'obtention de cette qualification, car elle démontre les normes élevées que l'organisation applique. Il a également encouragé LWB à maintenir le cap, car l'entreprise vise à devenir une référence en matière de service d'eau et d'assainissement en Afrique. «C'est l'attente et le désir de ce gouvernement de s'assurer que plus d'institutions publiques élèvent leurs standards pour être compétitives à un plus haut niveau et contribuer au développement de la nation» - a expliqué Mia. Dans son discours de remerciement, le Directeur Général de Lilongwe Water Board, Silli Mbewe, a remercié les membres du personnel pour leurs efforts continus en vue de fournir d'excellents services. Il a exhorté les employés à porter ce prix comme un badge d'honneur et à l'utiliser pour améliorer leur prestation de services. M. Mbewe s'est ensuite engagé à faire en sorte que LWB atteigne tous les objectifs fixés dans le plan stratégique 2020-2025 qui guide actuellement les activités du conseil. La famille ISO 9000 est un ensemble de cinq normes de systèmes de gestion de la qualité qui aident les organismes à s'assurer qu'ils répondent aux besoins des clients et des autres parties prenantes dans le cadre des exigences légales et réglementaires liées à un produit ou à un service.

LWB Obtains ISO Certification

On Wednesday, November 31, 2022, Lilongwe Water Board was officially handed the ISO 9001:2015 certificate as a sign that the organization is now certified by the International Organization for Standardization.

Presiding over the ceremony, the Minister of Water and Sanitation, Hon Abida Sidik Mia, MP applauded LWB for attaining this qualification as it demonstrates the high standards that the organization is delivering. Mia further encouraged LWB to use this achievement as a platform to improve as it aims on becoming a leading water and sanitation service utility in Africa.

"It is the expectation and desire of this government to ensure that more public institutions raise their standard to compete on a bigger level and also contribute to the development of the nation" – explained Mia.

In his acceptance speech, Chief Executive Officer for Lilongwe Water Board, Silli Mbewe, thanked the staff members for continuous efforts put towards delivering excellent services. He urged employees to carry this as a badge of honour and use it to improve their service delivery. Mbewe then committed to ensuring that LWB achieves all the everything that was set out in the 2020 – 2025 Strategic plan which is currently driving the board's activities.

The ISO 9000 family is a set of five quality management systems standards that help organizations ensure they meet customer and other stakeholder needs within statutory and regulatory requirements related to a product or service.



Maroc : l'ONEE obtient une nouvelle certification ISO

L'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable a été certifié par l'IMANOR, le 18 octobre 2022, selon la norme de management qualité ISO 9001 V2015 pour les activités d'ingénierie et de réalisation des Grands Projets d'Alimentation en Eau Potable.

Cette certification témoigne de la pertinence du processus de mise en œuvre des grands projets d'alimentation en eau potable en vigueur à l'Office et de la qualité de l'ingénierie et de la conduite des travaux nécessaires au développement de ces grands projets.

Cette consécration s'ajoute à d'autres certifications et accréditations déjà obtenues par l'Office, au niveau de ses métiers de Contrôle de la Qualité des Eaux, de l'Assainissement et de l'Environnement, et au niveau de nombreuses stations de production d'eau potable.

Morocco: ONEE obtains a new ISO certification

The Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable has been certified by IMANOR, on October 18, 2022, according to the ISO 9001 V2015 quality management standard for the engineering and implementation activities of Major Drinking Water Supply Projects. This certification testifies to the relevance of the implementation process of major drinking water supply projects in force at the Office and to the quality of the engineering and management of the work required to develop these major projects.

This consecration is in addition to other certifications and accreditations already obtained by the Office, at the level of its Water Quality Control, Sanitation and Environment activities, and at the level of numerous drinking water production stations



Une expertise et un engagement pour des services de qualité



**CENTRE DE
RELATION
CLIENT**
24H/24 - 7J/7



www.sodeci.ci



Les habitants de la province du Kasai Oriental en RDC s'approprient les systèmes d'eau potable financés par la Banque

Des ouvrages d'adduction d'eau potable sous financement du Fonds africain de développement, guichet concessionnel de la Banque, ont été remis aux populations dans onze agglomérations de la province de Kasai en République démocratique du Congo. Ces ouvrages permettent d'alimenter en eau potable 168.815 personnes additionnelles, d'étendre 61,824 mètre linéaire de réseau, de réaliser 123 bornes fontaines et d'accroître la capacité de stockage de près de 680 mètres cube.

Ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 1 du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques dans la région centre. Financé à hauteur de 140 millions de dollars américains, le Projet PRISE vise de façon générale à créer un cadre minimum de confort pour permettre la stabilisation des populations et poser les bases pour le développement économique de la zone. Le projet comporte trois composantes : le développement des infrastructures (alimentation en eau potable et assainissement, écoles, centres de santé, genre) ; la réalisation d'études de faisabilité et le renforcement des capacités ; la coordination et la gestion de projet. En termes de réalisations, le projet porte sur la construction et la réhabilitation de 60 écoles, 60 centres de santé et 504 latrines publiques en milieu rural, achevés à plus 90% ainsi que plusieurs infrastructures opérationnelles. Les bénéficiaires directs sont estimés à 3,253 millions de personnes dans les deux ex-provinces du Kasai, les femmes et les enfants étant les plus ciblés.

Lire l'article original sur le site web de la BAD

Residents of Kasai Oriental province DRC take ownership of Bank-funded drinking water systems

Over a one-week period, from 31 July to 7 August 2022, eleven towns in the Democratic Republic of Congo's (DRC) Kasai Oriental province took ownership of drinking water supply facilities. The handover was made as part of the achievements of Phase 1 of the Socio-Economic Infrastructure Strengthening Project (PRISE), which received \$140 million in financing from the African Development Bank's African Development Fund.

The PRISE project aims to create a minimum framework of comfort to allow the stabilization of the population and lay the foundations for the region's economic development. The project has three components: Infrastructure development (Drinking water supply and sanitation, schools, health centers, gender center); the conducting of feasibility studies and capacity building; and project coordination and management.

The project will also advance the construction and rehabilitation of 60 schools, 60 health centers and 504 public latrines in rural areas. More than 90% of these works have already been completed. Its direct beneficiaries are estimated at 3.25 million people within Kasai Central and Kasai Oriental provinces. As the burden of collecting drinking water falls heavily on women and children, these two groups are expected to gain significantly.

Read the original article on AfDB website

Gabon : une nouvelle usine de traitement d'eau d'attendue en 2026

Afin de garantir l'accès universel à l'eau potable et l'assainissement au Gabon, le ministère chargé de l'Energie a attribué une enveloppe de 119 milliards de FCFA au groupe Orelo pour la construction d'une usine de traitement d'eau. Avec une mise en service prévue en 2026, ce projet devrait assurer la distribution globale de l'eau au Gabon et favoriser l'emploi direct pour 500 personnes.

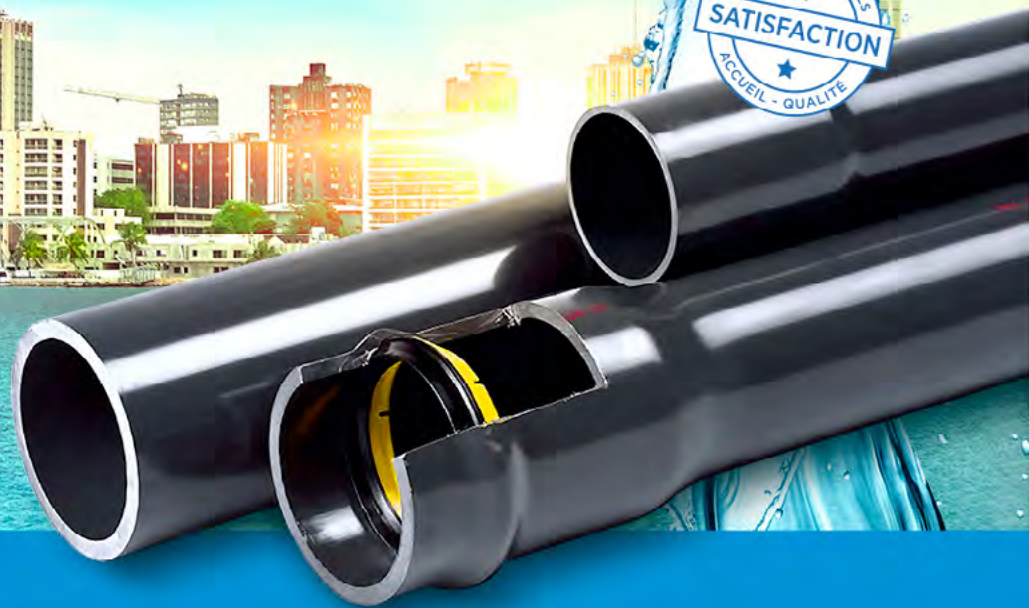
Malgré une très bonne pluviométrie, plusieurs ménages au Gabon manquent d'eau potable. L'installation de 52 km de canalisations d'eau brute, permettra de couvrir le déficit en eau, d'exploiter le potentiel hydrique du Gabon et de répondre à la croissance de la demande en eau du Grand Libreville.

Gabon: a new water treatment plant expected in 2026

In order to secure universal access to drinking water and sanitation in Gabon, the Ministry of Energy has allocated a budget of 119 billion CFA francs to the Orelo group for the construction of a water treatment plant. With commissioning scheduled for 2026, this project should ensure the overall distribution of water in Gabon and provide direct employment for 500 individuals.

Despite very good rainfall, many households in Gabon lack drinking water. The installation of 52 km of raw water pipes will make it possible to cover the water deficit, to operate Gabon's water potential and to meet the growth in demand for water in Greater Libreville.

TUBES PVC & PE



SIPPEC - Acteur visionnaire de l'industrie de la construction

Notre mission est de développer des liens et des solutions à forte valeur ajoutée pour faire avancer l'industrie de la gestion des fluides et l'acheminement d'eau potable en Afrique.



Notre vision

L'accès à l'eau potable et la gestion des fluides sont des défis majeurs de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique.



Notre Ambition

Être le lien qui relie les professionnels, les technologies et la vie quotidienne dans la gestion de cet élément vital et essentiel qu'est l'eau.



Priorité qualité

Nous nous inscrivons dans une démarche de qualité selon la norme internationale ISO 9001 version 2015



CREATING CYCLES. FOR LIFE.

LE PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR LES SOLUTIONS CIRCULAIRES DANS L'EAU ET LES DÉCHETS.

Nous fournissons à nos clients une eau de qualité, adaptée à chaque usage.

Tout en préservant ce bien commun, nous valorisons les eaux usées pour les transformer en de nouvelles ressources. Nous initiions ces nouveaux cycles de vie pour préserver l'environnement.

Un engagement quotidien porté par les 44 000 collaborateurs du Groupe, également mobilisés pour le recyclage et à la valorisation des déchets.

**Créer des cycles. Pour la vie.*